

Enseignement supérieur, francophonie et développement durable en Afrique du Nord : le cas de la Tunisie

Par Sofiane BOUHDIBA
Faculté des sciences humaines et sociales
Université de Tunis (Tunisie)
s.bouhdiba@voila.fr

Cet article traite de la question de la francophonie au niveau de l'enseignement supérieur en Tunisie, tout en restant dans le cadre de la problématique de développement durable.

L'article pose la question de savoir si la francophonie peut encore jouer un rôle de premier plan dans le renforcement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Tunisie, et notamment s'il est possible d'établir un lien entre francophonie et développement durable.

L'article présente d'abord l'état des lieux de la francophonie à l'Université tunisienne, puis il montre dans quelle mesure l'enseignement supérieur francophone peut jouer un rôle de premier plan dans la voie vers le développement durable. Il s'intéressera, enfin, aux menaces pesant actuellement sur la francophonie dans l'Université tunisienne.

Introduction

Depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale et l'achèvement du mouvement indépendantiste qui a secoué la planète, la question de la francophonie a fait l'objet de grands débats dans les pays africains anciennement colonisés par la France. Pour les uns, la maîtrise de la langue française était un moyen d'accéder à une forme de développement durable, tandis que d'autres y voyaient au contraire une stratégie insidieuse de post-colonisation.

De nombreux travaux scientifiques ayant eu pour thème la francophonie à l'école ou au lycée, notre communication soulèvera la question de la francophonie au niveau de l'enseignement supérieur, tout en restant dans le cadre de la problématique de développement durable. Nous nous intéresserons plus particulièrement au cas de la Tunisie.

La francophonie peut-elle vraiment jouer un rôle de premier plan dans le renforcement de l'enseignement supérieur en Tunisie ? Peut-on encore considérer la maîtrise de la langue française comme une panacée à la pauvreté ? D'une manière générale, peut-on établir un lien entre francophonie et développement durable ? *Quid* de la récente percée anglophone ?

Telles seront quelques-unes des questions auxquelles nous tenterons de trouver des éléments d'explication au cours de notre communication, en prenant l'exemple de la Tunisie.

Pour cela, la réflexion s'articulera autour de trois parties : d'abord, nous ferons brièvement l'état des lieux de la francophonie à l'Université tunisienne. Ensuite, dans une deuxième partie, nous montrerons dans quelle mesure l'enseignement supérieur francophone peut jouer un rôle de premier plan dans la voie vers le développement durable, en illustrant nos réflexions par quelques exemples.

La dernière partie de notre communication se fera en termes de perspectives, puisque nous tenterons de cerner les facteurs menaçant actuellement la francophonie dans l'université tunisienne.

1. La francophonie à l'Université tunisienne

Commençons par brosser brièvement l'état des lieux de l'université tunisienne, avant de voir ce qu'il en est de la francophonie.

a) L'Université tunisienne

Depuis l'acquisition de son indépendance en 1956, la Tunisie a choisi la voie de la démocratisation de l'instruction, ce qui a conduit à un rapide accroissement de la scolarisation des garçons et des filles, aux niveaux du primaire, mais également du secondaire, puis de l'enseignement supérieur.

Le pays est ainsi parvenu à se doter d'une université moderne, dont les diplômes sont aujourd'hui reconnus à travers le monde. Le nombre d'étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieurs tunisiens est ainsi passé de 5 593 en 1966 à plus de 260 000 aujourd'hui, et avoisinera probablement les 312 000 en 2006.

Voyons à présent dans quelle mesure le système éducatif tunisien, qui avait subi une profonde francophonisation sous l'autorité coloniale, porte encore aujourd'hui les traces du passé.

b) La francophonie à l'université

Après plusieurs années de francophonisation, l'Université tunisienne a brusquement changé de cap et s'est résolument orientée vers une arabisation partielle de l'enseignement. Aujourd'hui, le bilinguisme est total, puisque les cours, travaux dirigés et travaux pratiques sont dispensés tant en arabe qu'en français.

Les matières économiques et celles fondamentales, telles que la médecine, la physique ou la chimie, sont toujours dispensées en langue française. En revanche, les matières juridiques et celles littéraires, telles que la philosophie, la sociologie ou la théologie sont enseignées en langue arabe.

Théoriquement, l'administration universitaire impose un quota en matière de langue d'enseignement. Ainsi, dans chaque établissement, 70 % des cours au moins doivent être dispensés en arabe, le reste étant laissé au choix des enseignants. En réalité, le choix de l'une ou l'autre langue procède d'une négociation entre enseignants intervenant au sein d'un même cursus, et parfois même entre l'enseignant et ses étudiants.

Notre propre expérience en matière d'enseignement nous a révélé que, généralement les étudiants sont plutôt favorables à la langue arabe, langue dans laquelle ils ont suivi leur enseignement primaire puis secondaire, et dans laquelle ils sembleraient avoir davantage de facilités d'expression et d'écriture.

2. La francophonie à l'université et le développement durable

Nous nous proposons à présent de voir dans quelle mesure il est possible d'établir un lien entre francophonie à l'université et développement durable.

Le français, langue de l'élite

Depuis longtemps déjà, l'imaginaire collectif dans l'université tunisienne considère la bonne maîtrise de la langue française comme un signe d'érudition.

L'observation des étudiants, mais également des enseignants, nous permet de schématiser la situation à l'université de la manière suivante : à la base, le lot des « analphabètes bilingues », pour reprendre l'expression cinglante d'Ahmed Moatassime, qui traînent leur mauvaise maîtrise des deux langues arabe et française dans la médiocrité, et qui de surcroît ont du mal à accéder à la langue anglaise. Au sommet de la pyramide universitaire, l'élite semble être résolument mono-francophone, et ouverte à la culture anglaise.

La francophonie est donc perçue en milieu universitaire comme une panacée au développement durable, en ce sens que la maîtrise de la langue française permet au moins d'appartenir au groupe susceptible de former une élite.

Le français et la recherche scientifique

Si l'on considère que le développement durable englobe la possibilité de poursuivre des recherches universitaires supérieures de qualité, le français est indéniablement la langue à maîtriser au niveau de l'université tunisienne.

En effet, l'étudiant, l'enseignant ou le chercheur qui désire consulter des documents publiés ou informatisés devra le faire en français, d'où la nécessité de maîtriser la langue. Même les archives, héritage colonial, sont en partie rédigées en langues française.

Par ailleurs, de nombreux étudiants sont attirés par les universités françaises pour y poursuivre leurs études de troisième cycle. Celles-ci sont géographiquement proches d'une part, et d'autre part l'étudiant moyen issu d'un milieu défavorisé a toutes les chances d'y accéder, car le billet d'avion ne coûte pas très cher, et le coût des inscriptions n'est pas très élevé (150 Euros en moyenne), contrairement au cas des universités britanniques, par exemple, dans lesquelles les droits d'inscription viennent d'être portés de 1 000 à 3 000 livres (environ 4 400 Euros).

Or, l'intégration d'une faculté ou d'une école française ne peut s'envisager si l'on ne dispose pas d'une maîtrise minimale de la langue et de la culture. La francophonie semblerait être de ce point de vue une voie – parmi d'autres – vers le développement durable, au niveau micro-social si l'on considère les cas individuels, mais également au niveau national, si l'on considère que la bonne formation des jeunes est une pièce maîtresse dans le développement durable.

Le français et l'ouverture sur le monde

La francophonie est un moyen de s'ouvrir vers les pays francophones traditionnellement partenaires de la Tunisie, c'est-à-dire la France et, dans une moindre mesure, la Belgique. Elle permet également de communiquer avec les pays d'Afrique francophone, tels que le Sénégal, le Mali ou la Côte d'Ivoire.

En effet, le marché tunisien étant particulièrement exigu, l'exportation des produits et services locaux est devenue, dans le contexte de globalisation que l'on connaît, une condition *sine qua non* vers l'extension du commerce international et le développement durable.

Le français, un atout pour trouver un emploi

En sus de la langue arabe officielle, la maîtrise de la langue française devient indispensable pour le jeune diplômé qui veut se distinguer par rapport à la concurrence, et trouver un emploi.

Dans un contexte de chômage des jeunes diplômés, la francophonie est donc perçue comme un véritable atout dans la voie vers le plein emploi qui, rappelons-le, est un signe de développement durable.

Voyons à présent quelles sont les perspectives qui s'ouvrent devant la francophonie dans l'université tunisienne.

3. Perspectives

Si la francophonie a été, des décennies durant, bien implantée en Tunisie, il semblerait que de sérieuses menaces pointent à l'horizon, menaces qui pourraient bien remettre en cause les acquis, ou du moins limiter l'expansion de la langue française.

La menace est double, et provient en réalité de deux fronts. La première menace vient du Sud, il s'agit du mouvement de renouveau de la langue arabe. La deuxième, issue du Nord, réside dans la percée anglophone.

a) Le renouveau de la langue arabe à l'université

Le renouveau de la langue arabe dans l'université tunisienne est issu d'un double mouvement. Le premier est spontané et issu de l'élite, et le deuxième est réfléchi et imposé par l'administration, dans le cadre d'une stratégie globale.

La réémergence du nationalisme arabe

L'université tunisienne a été le théâtre d'une véritable résistance civilisationnelle linguistique. Celle-ci est davantage le fait des enseignants qui choisissent spontanément d'enseigner en langue arabe, en réaction à ce

qui se passe au Proche-Orient, que le fait des étudiants, qui finalement ne font que subir les décisions de leurs enseignants.

Par ailleurs, les intellectuels tunisiens semblent se souvenir subitement que la langue arabe a été durant des siècles la langue scientifique par excellence dans tout le bassin méditerranéen, comme le fut le latin quelques siècles auparavant. Il suffit de se rappeler que la renaissance de la science en Europe s'est faite à partir du mouvement fébrile de traduction des grands ouvrages arabes. Cette réminiscence conforte les nostalgiques de la science arabe dans leurs positions et alimente, en quelque sorte, le rejet de la langue française comme idiome scientifique.

La crise politique internationale joue également en faveur de ce repli sur la langue maternelle, qui est vécu davantage comme une forme de résistance à l'occident agressif, et comme la manifestation spontanée d'une solidarité envers les peuples arabes opprimés, que comme une stratégie réfléchie.

La politique d'arabisation

Depuis quelques années, le gouvernement tunisien a mis en œuvre une politique d'arabisation tous azimuts, qui a conduit tout naturellement à limiter l'usage de la langue française. L'objectif officiel est de « *réhabiliter la langue arabe, vecteur essentiel de la culture nationale* ».

L'éducation a été le secteur le plus touché par cette stratégie d'arabisation. Ainsi, après l'éducation de base, les collèges et les lycées, la politique d'arabisation touche à présent de plein fouet l'enseignement supérieur et le système informatique, et notamment les logiciels didactiques et Internet. Des matières fondamentales, qui étaient traditionnellement enseignées en français, le sont aujourd'hui en arabe, ce qui surprend quelque peu les étudiants. C'est le cas, notamment, des mathématiques et des statistiques.

b) La menace anglophone

La réforme de l'enseignement secondaire

Les récentes réformes dans le cycle secondaire visent à une plus grande diversité des langues. A ce titre, l'enseignement de l'anglais a été instauré à partir de la 7^{me} année de base. Les étudiants vont donc se retrouver à l'université avec une connaissance minimum de la langue anglaise, ce qui commencera donc déjà à mettre en concurrence les langues française et anglaise.

L'anglais, langue traditionnelle du commerce international

Il est reconnu que la langue anglaise a été adoptée depuis fort longtemps comme la langue officielle du commerce international. En effet, lorsque deux personnes de langues maternelles différentes veulent communiquer, elles emploient traditionnellement l'anglais comme langue standard. Il est vrai que les documents utilisés dans le commerce international sont rédigés en langue anglaise : contrats de vente, clauses internationales, contrats d'assurance, factures, etc.

La bonne pratique de la langue anglaise reste donc une condition *sine qua* non pour qui veut exporter ses produits ou son savoir-faire vers les pays solvables. Or, il semblerait que les étudiants aient bien compris la situation qui prévaut dans le contexte de globalisation que l'on connaît.

Nous observons d'ailleurs un afflux des étudiants qui en ont les moyens vers les centres non universitaires payants d'apprentissage de la langue anglaise, tels que le British Council (centre culturel britannique) ou les institutions d'enseignement privées. Notons à ce propos qu'il n'existe actuellement que quelques centres de formation privés spécialisés dans l'apprentissage de la langue française, contre plusieurs centaines spécialisés dans la langue anglaise.

C'est pourquoi la francophonie est très largement menacée dans les institutions universitaires dispensant des enseignements dans le domaine de la gestion et du commerce (Institut supérieur de gestion, HEC, Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises, etc.). La langue française risque donc, à terme, non pas de disparaître, mais en tout cas de perdre du terrain face à la langue anglaise. Même les noms des

diplômes tendent à prendre une consonance anglo-saxonne. Ainsi, le terme Master a remplacé celui de DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies).

C'est dans cet esprit que l'économiste américain Paul Krugman a intitulé un article dans la revue américaine *Fortune* : « *Want growth ? Speak english !* ».

L'anglais, langue des nouvelles technologies

Parallèlement à ce phénomène, la langue anglaise s'est résolument inscrite comme la langue des technologies nouvelles dispensées dans les universités.

Ainsi, les logiciels spécialisés sont conçus en anglais, les inscriptions sur le matériel médical de pointe sont en anglais, les modes d'emploi sont livrés en anglais,... De même, la navigation sur Internet fait largement appel au vocabulaire anglo-américain, tant au niveau de l'utilisation du logiciel de navigation qu'au niveau de la rédaction des messages. Ainsi, 80 % des messages sur Internet sont rédigés en anglais.

La bonne utilisation des nouvelles technologies passe donc d'abord par la maîtrise du vocabulaire anglais.

Pour toutes ces raisons, l'enseignant universitaire ou l'étudiant qui souhaite poursuivre des recherches poussées, ou celui qui scrute l'eldorado européen ou américain se sent irrémédiablement attiré par la langue anglaise, et risque donc à terme d'accorder une moindre importance à la maîtrise du français.

4. Conclusion

Il nous a été donné de constater à travers notre réflexion, que la francophonie semble sérieusement menacée dans l'université tunisienne, sous la double pression d'un nationalisme arabe, mais également d'une avancée sans précédent de l'anglophonie.

Le français est pourtant sans conteste une langue de support scientifique inestimable, et il serait préjudiciable de la perdre, au nom d'une lutte identitaire sans fondement.

Toujours est-il que l'université tunisienne risque de basculer brusquement du parfait bilinguisme traditionnel franco-arabe vers un monolinguisme arabe assorti d'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Bibliographie

- Banque mondiale, *L'enseignement supérieur tunisien : enjeux et avenir*, Washington, mars 1998 ;
- Ministère tunisien de l'Enseignement supérieur, *L'enseignement supérieur en chiffres*, Tunis, 2000 ;
- Moatassime Ahmed, *Langages maghrébins face aux suprématies culturelles euro-méditerranéennes*, in *Actes du colloque La Tunisie d'un siècle à l'autre*, Beit Al Hikma, Carthage, 2002 ;
- Nations unies, *Jeunes de Tunisie*, SIMPACT, Tunis, 2002 ;
- Sicard Marie-Noëlle, *Nouvelles technologies et communication*, in *L'année sociologique* n°51/2001, PUF, Paris, 2001.